

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

| | |
|---------------------|--|
| AR88ST190680 | AUTORISATION DE DEVERSEMENT DES EAUX USEES AUTRES QUE DOMESTIQUES DANS LE SYSTEME PUBLIC D'ASSAINISSEMENT – SOCIETE ELRES |
|---------------------|--|

Le Maire de la Ville de LUNEL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T) et en particulier ses articles L 2224-7 à 2224-12, L 5211-9-2 et R 2224-6 à R 2224-21 et suivants ;

VU le Code de la Santé Publique et en particulier ses articles L 1331-10, L1331-11, L 1337-2, R 1331-2 ;

VU le Code de l'Environnement et en particulier ses articles L512-3, R 211-11-1 à R 211-11-3 ;

VU l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, modifié.

VU l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;

VU le contrat par affermage du service public de l'assainissement collectif pour le secteur de Lunel adopté par la délibération du Conseil Municipal du 17 décembre 2015, avec prise d'effet au 1er janvier 2016 ;

VU l'avis de la Ville de Lunel compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement et en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval ;

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles ;

VU l'arrêté DDTM 34-2017-04-08298 de la station d'épuration de Lunel du 7 avril 2017 ;

VU la note technique du 12 août 2016 relative à la recherche des micropolluants dans les eaux brutes et dans les eaux usées traitées de stations de traitement des eaux usées et à leur réduction ;

VU le règlement du Service Assainissement de la Ville de LUNEL ;

Considérant que l'Établissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant ;

Considérant l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique stipulant que les eaux usées industrielles ne peuvent être introduites dans les systèmes d'assainissement collectifs qu'après autorisation expresse de l'Autorité compétente concernée ;

ARRETE

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement ELRES-Cuisine Centrale de Lunel sis 120 avenue Louis Lumière-BP70174 à LUNEL (34402) est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser :

- ses eaux usées domestiques (eaux liées aux usages sanitaires de l'établissement : lavabos, toilettes, douches, ...),
- ses eaux usées autres que domestiques, issues des activités de restauration collective,

dans le système de collecte de la Ville de Lunel via :

- pour les eaux usées domestiques, un branchement individuel au réseau séparatif d'eaux usées situé avenue Louis Lumière,
- pour les eaux usées autres que domestiques, le même branchement au réseau

séparatif d'eaux usées situé avenue Louis Lumière.
Les références de l'Etablissement sont :
- N° RCS : 662 025 196
- N° SIRET : 66202519625696
- Code APE : 5629B

L'Etablissement n'est pas une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement et n'est pas soumis à d'autres contraintes réglementaires.
Un schéma de localisation du point de rejet est présenté en annexe V.

Article 2 : **CARACTERISTIQUES DES REJETS**

A. PRESCRIPTIONS GENERALES

Pour les déversements autorisés par le présent arrêté (Article 1), l'établissement doit se conformer aux dispositions du Règlement du Service d'Assainissement de la ville de Lunel. Tout autre rejet d'eaux au système de collecte et traitement que ceux mentionnés (Article 1) sont interdits.

Les eaux usées domestiques sont admissibles sans restriction dans le réseau d'eaux usées.

Sans préjudice des lois et règlements en vigueur, les eaux usées autres que domestiques doivent :

- a) Etre neutralisées à un pH compris entre 5,5 et 8,5. A titre exceptionnel, en cas de neutralisation alcaline, le pH peut être compris entre 5,5 et 9,5.
- b) Etre ramenées à une température inférieure ou au plus égale à 30°C.
- c) Etre exemptes de déchets solides même après broyage.
- d) Ne pas contenir de matières ou de substances susceptibles :
 - de dégager directement ou indirectement, après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou des vapeurs toxiques ou inflammables,
 - de porter atteinte à la santé du personnel qui travaille dans le système de collecte ou à la station d'épuration,
 - d'endommager le système de collecte et de transport, les stations d'épuration et leurs équipements connexes,
 - d'entraver le fonctionnement des stations d'épuration des eaux usées et le traitement des boues,
 - d'être à l'origine de dommages à la flore ou à la faune aquatiques, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades,...) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
 - d'empêcher l'évacuation et la valorisation des boues en toute sécurité d'une manière acceptable pour l'environnement.

B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les prescriptions particulières auxquelles doivent répondre les eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, sont définies en annexe III.

Article 3 : **SURVEILLANCE DES REJETS**

A. PRESCRIPTIONS GENERALES

La Ville de LUNEL ou son délégataire pourra effectuer, à ses frais et de façon inopinée, des contrôles de débit et de qualité sur le(s) point(s) de rejet spécifique(s) à l'Etablissement défini(s) dans la présente autorisation de déversement. Les résultats seront communiqués à l'Etablissement.

Toutefois, dans le cas où les résultats de ces contrôles dépasseraient les concentrations ou flux maximum autorisés, ou révéleraient une anomalie, les frais de l'opération de contrôle concernée seront supportés par l'Etablissement sur la base des pièces justificatives fournies par la Ville de LUNEL.

L'Etablissement ELRES - Cuisine Centrale de Lunel facilitera l'accès des agents du service d'assainissement de la Ville de LUNEL ou des personnes mandatées par ces services, à ses installations pour leur permettre d'effectuer toute inspection ou prélèvement nécessaire à l'exercice de leur mission de contrôle du bon respect des termes du présent arrêté, cela sous réserve du respect par ces derniers des procédures de sécurité en vigueur au sein de l'Etablissement. Le cas échéant, ces procédures seront communiquées par l'Etablissement.

B. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les prescriptions particulières auxquelles doivent répondre la surveillance des eaux usées autres que domestiques, dont le rejet est autorisé par le présent arrêté, sont définies en annexe III.

Article 4 : INCIDENT ET OBLIGATION D'ALERTE

L'établissement s'engage à alerter immédiatement la Ville de LUNEL et son Délégué en cas de rejet accidentel au réseau d'assainissement de produits toxiques ou corrosifs, ou susceptibles de provoquer des dégagements gazeux, ou des rejets non conformes au présent arrêté. L'Etablissement précisera la nature et la quantité des produits déversés.

Cette alerte ne dispense pas l'Etablissement d'alerter les services publics d'urgence en cas de dangers pour le voisinage ou le personnel de l'Etablissement.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans le présent arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avvertir dès qu'il en a connaissance la Ville de Lunel et l'exploitant,
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté.

Une réunion entre l'Etablissement ELRES - Cuisine Centrale de Lunel, la Ville de Lunel et l'Exploitant sera organisée sous 8 (huit) jours suivant le constat. A la suite de cette réunion, un procès verbal mettra en demeure l'Etablissement ELRES - Cuisine Centrale de Lunel de rétablir la conformité de ses rejets d'eaux usées non domestiques dans un délai défini lors de cette réunion.

Il en sera de même s'il s'avère que l'effluent, autre que domestique, entraîne un dysfonctionnement du système d'assainissement ou un dépassement des teneurs actuellement admissibles en métaux des boues résiduelles par rapport aux teneurs définies dans la réglementation en vigueur. Les frais de remise en fonctionnement de l'installation (filière eau et boues) seront à la charge de l'Etablissement. Enfin, en cas de pollution du milieu récepteur consécutive à un dysfonctionnement de la station d'épuration, la responsabilité de l'Etablissement ELRES - Cuisine Centrale de Lunel sera engagée (selon l'article L 216-6 du Code de l'Environnement) si la qualité de son effluent est mise en cause.

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par la Ville de Lunel et l'Exploitant du fait du non respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par le présent arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors qu'un lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par La Ville de Lunel et l'Exploitant aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par la Ville de Lunel et l'Exploitant et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par ceux-ci.

Notamment, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des sous-produits de curage et de décantation du réseau et sur leur destination finale.

Article 5 : **CONDITIONS FINANCIERES**

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement ELRES - Cuisine Centrale de Lunel dont le déversement des eaux usées non domestiques est autorisé par le présent arrêté, pourra être soumis au paiement d'une redevance dont le tarif serait fixé dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur ou par délibération de la Ville de LUNEL.

Article 6 : **DUREE DE L'AUTORISATION**

Cette autorisation est délivrée pour une période de 5 ans, à compter de sa signature. Si l'Etablissement ELRES - Cuisine Centrale de Lunel désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande au Maire, par écrit, 6 mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté, en indiquant la durée pour laquelle il désire que l'autorisation soit renouvelée.

Cette nouvelle autorisation sera établie en tenant compte du bilan de fonctionnement des dispositifs de traitement, de leur impact sur la qualité des rejets, des modifications éventuelles apportées aux installations de l'Etablissement et de l'évolution de son activité, des modifications apportées au système d'assainissement et de l'évolution de la réglementation.

Article 7 : **CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement devra en informer le Maire et le délégataire.

Toute modification apportée par l'Etablissement, et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Maire et de son délégataire en charge du service assainissement collectif.

Une nouvelle autorisation de déversement au réseau public d'assainissement pourra alors être établie faisant état de ces modifications et annulant de fait la précédente.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive.

En cas de non respect des prescriptions du présent arrêté ou du Règlement d'assainissement, la Ville de LUNEL adressera une mise en demeure à l'Etablissement. L'autorisation de déversement sera résiliée de plein droit dans le cas où la mise en demeure ne serait pas suivie d'effet dans le délai prescrit. Alors, la Ville de LUNEL pourra interdire tout rejet aux réseaux d'eaux usées en obturant les branchements d'évacuation des eaux.

Article 8 : **EXECUTION**

Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification pour le bénéficiaire et à compter de l'affichage pour les tiers.

Article 9 : **AMPLIATION DE L'ARRETE**

Le présent arrêté est :

- transmis à Monsieur le Préfet de l'Hérault,
- notifié à Monsieur le Directeur de l'établissement, Monsieur Richard EYSSETTE,
- adressé en copie à l'exploitant du réseau public d'assainissement et de la station

d'épuration.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de Lunel dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement de la plus tardive des mesures de publicité du présent acte. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois :

- *à compter de l'accomplissement de la plus tardive des mesures de publicité du présent acte,*
- *à compter de la réponse de la Ville de Lunel si un recours administratif a été préalablement déposé.*

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Fait à Lunel,
Le 12 juillet 2019

Pour le Maire et par délégation,
L'Adjoint Délégué,



Jean-François LARRIBET

1. EAUX USEES DOMESTIQUES

Article R214-5 du Code de l'Environnement : « Constituent un usage domestique de l'eau, au sens de l'article L. 214-2, les prélèvements et les rejets destinés exclusivement à la satisfaction des besoins des personnes physiques propriétaires ou locataires des installations et de ceux des personnes résidant habituellement sous leur toit, dans les limites des quantités d'eau nécessaires à l'alimentation humaine, aux soins d'hygiène, au lavage et aux productions végétales ou animales réservées à la consommation familiale de ces personnes.

En tout état de cause, est assimilé à un usage domestique de l'eau tout prélèvement inférieur ou égal à 1 000 m³ d'eau par an, qu'il soit effectué par une personne physique ou une personne morale et qu'il le soit au moyen d'une seule installation ou de plusieurs, ainsi que tout rejet d'eaux usées domestiques dont la charge brute de pollution organique est inférieure ou égale à 1,2 kg de DBO₅. »

En conséquence on entend par eaux usées domestiques :

- Les eaux vannes (urines et matières fécales) ;
- Les eaux ménagères (lessive, cuisine, toilettes,...)

2. EAUX PLUVIALES

Les eaux pluviales sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques. Peuvent être reconnues assimilées à ces eaux pluviales les eaux d'arrosage et de lavage des voies publiques et privées, des jardins, des cours d'immeubles.

3. EAUX USEES NON DOMESTIQUES ET ASSIMILEES

Sont classées dans les eaux non domestiques, tous les rejets d'eaux provenant d'une utilisation autre que domestique (au sens de l'article R214-5 du Code de l'Environnement), issues des activités professionnelles d'entretien et d'exploitation notamment de tout établissement à vocation industrielle, commerciale, artisanale ou autres. Sont notamment assimilées à ces eaux, les eaux claires (eaux de pompage dans la nappe, eaux de rabattement de nappe, eaux de refroidissement / chauffage / rafraîchissement, eaux de piscines collectives, eaux de process traitées) et les eaux issues des aires de lavage.

ANNEXE II : COORDONNEES DES DIFFERENTS ACTEURS CONCERNES

1. Etablissement

- Nom et Prénom du responsable de l'Etablissement : Monsieur Richard Richard EYSSETTE
- Qualité : Directeur
- Téléphone : Fixe : 04 67 71 71 10
- Fax. 04 67 71 71 17
- Email : richard.eyssette@elior.com

- Nom et Prénom de l'interlocuteur chargé du suivi de l'arrêté au sein de l'Etablissement : Richard EYSSETTE
- Qualité : Directeur
- Téléphone de cet interlocuteur : Fixe : 04 67 71 71 10 Portable :
- @mel de cet interlocuteur : richard.eyssette@elior.com
- Nom du propriétaire : Ville de Lunel
- Nom du Syndic (ou du propriétaire) si c'est une copropriété : Sans objet

2. La Ville de Lunel

- Adresse : 240 avenue Victor Hugo, CS30403 – 34403 Lunel Cedex 3

- Nom et Prénom de l'interlocuteur chargé du suivi de l'arrêté au sein de la Ville de Lunel : Monsieur Damien GUIRAUDIE

- Qualité : Responsable environnement et développement durable

- Téléphone : Fixe : 04.67.87.84.52 Portable : 06.30.50.69.47
- Télécopie : 04.67.87.84.66
- @mel : damien.guiraudie@ville-lunel.fr

3. Exploitant

- Nom et Prénom du représentant de l'Exploitant : Mr Stéphane Lefebvre
- Qualité : Directeur Opération Hérault
- Téléphone : Fixe : 04.67.13.73.40
- Télécopie : 04.67.20.74.40

- Nom et Prénom de l'interlocuteur chargé du suivi de l'Arrêté au sein de l'entreprise Exploitante : Madame Nelly TALAZAC
- Qualité : Chargée des relations avec les industriels
- Téléphone de cet interlocuteur : Fixe : 04.67.20.74.36 Portable : 06.21.10.31.93
- @mel : nelly.talazac@veolia.com

- Astreinte au : 0 969 323 552

ANNEXE III : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

1. Description des usages de l'eau et des prétraitements préalables aux déversements

1.1. Les usages de l'eau et activité

L'Etablissement **ELRES - Cuisine Centrale de Lunel** est alimenté par le réseau public d'alimentation en eau potable pour ses besoins domestiques et restauration collective.

A titre indicatif et à la date de la signature du présent arrêté, la consommation d'eau annuelle de l'Etablissement est de l'ordre de 780 m³, pour une activité annuelle de restauration collective.

| Origine de l'eau | Volume annuel m ³ | N° d'abonné | Utilisations |
|---|------------------------------|-------------|--|
| Distribution publique ■ Réseau public d'alimentation en eau potable | 780 | 7980710 Y | Process restauration lavage, Usage domestique |
| TOTAL | 780 | | |

L'établissement est équipé :

- D'une cuisine

Périodes d'activité de l'Etablissement sur l'année : 240 jours /an

Rythme de travail de l'Etablissement :
9 heures / jour,
5 jours / semaine,
12 mois / an.

Effectif de l'Etablissement : 18 personnes

Nombre repas produits : 3000 repas/jour sur 240 jours et 500 000 couverts/an

1.2. Liste des produits polluants utilisés par l'Usager

L'Etablissement utilise à la date de la signature du présent arrêté, les types de produits suivants :

| Etape du procédé | Type de produit utilisé |
|---------------------------------|---|
| Traitement de l'eau-adoucisseur | sel : 60 kg tous les 2 mois |
| Nettoyage cuisine | Produits Ecolab (détergents et désinfectants) |

L'Etablissement se tiendra à la disposition de la Ville de Lunel et de l'Exploitant pour répondre à toute demande d'information quant à la nature des produits utilisés par ce dernier. A ce titre, les fiches "produit" et les fiches de données de sécurité correspondantes peuvent être consultées, à tout moment durant la durée de validation du présent arrêté, par la Ville de Lunel et de l'Exploitant dans les locaux de l'Etablissement.

1.3. Les installations de prétraitements

| | Réseau public Eaux Usées | Réseau public Unitaire | Réseau public Eaux Pluviales | Milieu naturel (nom du milieu récepteur) |
|---------------------------------------|---------------------------------|------------------------------|---|--|
| Eaux usées domestiques | Oui | Non | Non | Non |
| Eaux usées non domestiques | oui(via deux bacs à graisse) | Non | Non | Non |
| Eaux pluviales | Non | Non | Oui Rabattage de Nappe – pompe vide sanitaire | Oui |

Eaux usées non domestiques

L'Etablissement dispose des installations de prétraitement des eaux usées non domestiques suivantes avant le déversement au réseau de collecte des eaux usées:

- Deux bacs à graisse (6 m3)

Eaux pluviales

L'Etablissement ne dispose pas d'installations de prétraitement avant le déversement au réseau des eaux pluviales.

Chaque branchement comprend depuis la canalisation publique :

- un dispositif permettant le raccordement au réseau public,
- une canalisation de branchement située sous le domaine public et sous le domaine privé,
- un regard de branchement placé sur le domaine public. Ce regard est visible et accessible en permanence aux agents du service public de l'assainissement.

2. Mise en conformité des installations

L'Etablissement doit identifier les matières et les substances générées par son activité et susceptibles d'être rejetées dans le réseau public d'assainissement. Il doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour récupérer ces produits et éviter leur déversement dans le réseau public d'assainissement, dans le respect des prescriptions générales mentionnées ci-dessus.

L'Etablissement doit en outre équiper son point de rejet d'un dispositif de traitement approprié et correctement dimensionné en fonction des règlements et des normes en vigueur.

Suite aux constats faits en date du 19/10/2017, le présent arrêté est subordonné de la part de l'Etablissement à une mise en conformité de ses installations existantes, selon l'échéancier suivant:

| Liste des points non conformes | Mise en conformité | Echéance |
|--------------------------------|--------------------|----------|
| / | / | / |

3. Entretien des installations de prétraitement

L'Etablissement a obligation de maintenir en permanence ses installations de prétraitement en bon état de fonctionnement. Il est responsable de leur entretien régulier. Par ailleurs, l'Etablissement doit s'assurer que les déchets générés par les dites installations sont éliminés conformément à la réglementation en vigueur.

Il mettra à disposition les informations ou certificats attestant de l'entretien régulier des installations et de l'élimination conforme à la réglementation des déchets issus de ses installations.

Compte tenu de son activité et des caractéristiques de ses installations, l'Etablissement devra procéder ou faire procéder à l'entretien suivant.

| Dispositif de prétraitement | Entretien | Echéance |
|-----------------------------|---|----------|
| Bacs à graisse | Autant que de besoin (minimum 2 fois par an) Actuellement, entretien effectué 3 à 4 fois par an par Sra Savac | Immédiat |

Toute précaution devra être prise pour éviter toute fuite des sous-produits générés vers le réseau d'eaux pluviales lors de l'entretien des installations de prétraitement, vidange des cuves de rétention, ...

4. Prescriptions applicables aux effluents et à leur surveillance

4.1. *Effluents non domestiques*

Les rejets doivent en outre répondre en permanence aux exigences suivantes qui tiennent compte des capacités techniques du système de collecte et de traitement des eaux usées dans lequel ils sont déversés, de la dévolution finale des boues produites et de la protection des milieux récepteurs des effluents et boues.

4.1.1 Débits moyens et maximaux autorisés

Les débits moyens et maximaux autorisés pour les effluents non domestiques sont les suivants :

- Volume journalier moyen : 3 m³/j
- Volume journalier maximal : 4 m³/j
- Débit horaire maximal : 4.4 m³/h

4.1.2 Concentrations et flux maximaux autorisés

Paramètres globaux :

| Paramètres | Seuil |
|--|-----------|
| pH | 5.5 / 8.5 |
| Température | 30 °C |
| Rapport DCO/DBO ₅ | < 2.5 |
| Demande biochimique en oxygène à 5 jours (DBO5) | |
| • Concentration moyenne journalière (mg/L) | 784 |
| • Concentration maximale journalière (mg/L) | 800 |
| • Flux journalier maximal (kg/j) | 2.35 |
| Demande chimique en oxygène (DCO) | |
| • Concentration moyenne journalière (mg/L) | 1960 |
| • Concentration maximale journalière (mg/L) | 2000 |
| • Flux journalier maximal (kg/j) | 5.9 |
| Matières en suspension (MES) | |
| • Concentration moyenne journalière (mg/L) | 190 |
| • Concentration maximale journalière (mg/L) | 350 |
| • Flux journalier maximal (kg/j) | 0.6 |
| Azote total Kjeldhal (NTK) | |
| • Concentration moyenne journalière (mg/L) | 139 |
| • Concentration maximale journalière (mg/L) | 150 |
| • Flux journalier maximal (kg/j) | 0.42 |
| Phosphore total (PT) (exprimé en P) | |
| • Concentration moyenne journalière (mg/L) | 32 |
| • Concentration maximale journalière (mg/L) | 38 |
| • Flux journalier maximal (kg/j) | 0.1 |

Autres paramètres :

| Paramètres | Concentrations maximales (en mg/l) | Flux journaliers maximaux (g/j) |
|--|--|---------------------------------------|
| Arsenic et ses composés (As) | 0.1 | 0,3 |
| Cadmium (Cd) | 0.02 | 0,06 |
| Chrome et ses composés (Cr) | 0.5 | 1,5 |
| Cuivre et ses composés (Cu) | 0.5 | 1,5 |
| Mercure (Hg) | 0.01 | 0,03 |
| Nickel et ses composés (Ni) | 0.25 | 0,75 |
| Plomb et ses composés (Pb) | 0.5 | 1,5 |
| Zinc et ses composés (Zn) | 2 | 6 |
| Chlorures totaux | 500 | 1500 |
| Sulfates (SO ₄) | 500 | 1500 |
| Sulfites (SO ₃) | 5 | 15 |
| Sulfures (S) | 0.5 | 1,5 |
| Détergents anioniques | 10 | 30 |
| Détergents cationiques | 3 | 9 |
| Hydrocarbures polycycliques aromatiques (HAP) | 0.01 | 0,03 |
| Hydrocarbures totaux | 5 | 15 |
| Huiles et Graisses (MEH) | 150 | 450 |
| Substances Organochlorées (AOX) | 0.25 | 0,75 |

4.1.3 Autosurveillance des rejets

Les analyses sont effectuées par des méthodes normalisées. Les valeurs en concentration journalière correspondent à un échantillon moyen 24 h prélevé proportionnellement au débit rejeté. (Méthode normalisée AFNOR sur un échantillon moyen 24 h par un laboratoire extérieur agréé)

L'Etablissement ELRES - Cuisine Centrale de Lunel est responsable, à ses frais, de la surveillance et de la conformité de tous ses rejets au regard des prescriptions du présent arrêté d'autorisation.

L'Etablissement ELRES - Cuisine Centrale de Lunel met en place, sur les rejets d'eaux usées autres que domestiques, un programme de mesures dont la nature et la fréquence sont les suivantes :

| Mesure ou analyse | Fréquence | Méthode de mesure ou d'analyse |
|--|-----------|---|
| Volume journalier | Annuelle | Débitmètre en continu sur 24 h. |
| T° | Annuelle | Méthode normalisée AFNOR sur un échantillon moyen 24 h par un laboratoire extérieur agréé |
| pH | Annuelle | |
| DBO ₅ | Annuelle | |
| DCO | Annuelle | |
| MEST | Annuelle | |
| Azote Kjeldhal (NTK) | Annuelle | |
| Phosphore total (Pt) | Annuelle | |
| METOX total et détaillé (As, Ca, Cr, Cu, Ni, Pb, Hg, Zn) | Annuelle | |
| Détergents anioniques | Annuelle | |
| Détergents cationiques | Annuelle | |
| MEH (matières extractible à l'hexane) | Annuelle | |

La mesure du débit est effectuée au point de prélèvement.

Le lieu d'implantation de prélèvement des échantillons est dans le regard en aval de tous les réseaux, situé en amont du raccordement au collecteur principal d'assainissement rue Louis Lumière.

Il est convenu que ce programme de mesures pourra être modifié, notamment dans le cas où les prescriptions relatives à la surveillance des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées, définies dans le présent arrêté d'autorisation du système d'assainissement dans lequel ses eaux sont déversées, seraient modifiées. Le cas échéant, cette modification fera l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation de déversement.

Les analyses prévues dans le programme d'analyses seront effectuées, en période de pleine activité.

Ces résultats d'analyses, y compris les débits, seront communiqués, simultanément à la Ville de Lunel et à l'Exploitant, dans le mois qui suit cette analyse. Le non-respect de cette obligation entraînera des pénalités qui pourront être fixées par une délibération à venir.

Conformément à l'article 13 de l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif, cette autorisation de déversement prévoit que le producteur d'eaux usées non domestiques transmet au maître d'ouvrage du système de collecte, en l'occurrence la Ville de Lunel, au plus tard dans le mois qui suit l'acquisition de la donnée, les résultats des mesures d'auto-surveillance prévues.

L'Établissement ELRES - CUISINE CENTRALE DE LUNEL Lunel avertira le service public d'assainissement de la Ville de Lunel en cas de dépassement des prescriptions décrites ci-dessous ou dans le cas d'un dysfonctionnement de son exploitation.

5. Prescriptions applicables à la collecte des déchets

Les déchets produits par l'Etablissement doivent être collectés et éliminés conformément à la réglementation en vigueur, par des organismes agréés ou spécialisés.

Les produits chimiques et déchets issus de l'activité (huiles, solvants, hydrocarbures, ...) doivent être stockés dans des récipients étanches et adaptés (caisse palette, fût, bidon, ...), à l'abri de la pluie et sur un sol étanche. Ces stockages doivent être éloignés des réseaux d'eaux afin d'éviter toute dispersion des substances dangereuses en cas d'égouttures ou déversements accidents. Ils doivent par ailleurs être mis sur rétention.

| Nature du déchet | Origine | Quantité produite | Filière d'évacuation ou de traitement |
|---|--------------------|---------------------|---------------------------------------|
| Graisses issues du Bac à graisse | Pré traitement | ~24 m3/an | Sra Savac |
| Huiles Alimentaires usagées | Cuisine | 0 – pas de fritures | / |
| Ordures Ménagères | Cuisine | NC | OM Lunel |
| Biodéchets | Cuisine | NC | Composteur sur place |
| Papiers cartons | Matières premières | 1 benne(1,5t) /mois | Nicollin |
| DIB | Vie du site | NC | Nicollin |
| Bois Palettes | Livraison | NC | Fournisseurs |
| Ferraille | Vie du site | NC | CC Lunel |

La traçabilité d'enlèvement et d'élimination de ces déchets doit être assurée à l'aide d'un bordereau de Suivi de Déchets (BSD) ou d'attestations qui doivent être conservées dans l'Etablissement. L'Etablissement devra mettre à disposition de la Ville de Lunel, à sa demande, une copie des bordereaux ou attestations justifiant du devenir des déchets issus de son activité.

ANNEXE IV : Liste des micropolluants et norme de qualité environnementale

Extrait de « Arrêté du 27 juillet 2015 modifiant l'arrêté du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18 du code de l'environnement »

Pour les substances numérotées de 34 à 45, les NQE prennent effet à compter du 22 décembre 2018.

MA : moyenne annuelle.

CMA : concentration maximale admissible.

SDP : substances dangereuses prioritaires.

SO : sans objet.

Unités : eau [µg/l]

| N° | CODE SANDRE | NOM DE LA SUBSTANCE | NQE-CMA (4) Eaux de surface intérieures (3) |
|---------|-------------|---|---|
| (1) | 1101 | Alachlore | 0,7 |
| (2) | 1458 | Anthracène | 0,1 |
| (3) | 1107 | Atrazine | 2,0 |
| (4) | 1114 | Benzène | 50 |
| (5) | 7705 | Diphényléthers bromés (5) | ≤ 0,45 (classe 1) 0,45 (classe 2) 0,6 (classe 3) 0,9 (classe 4) 1,5 (classe 5) |
| (6 bis) | 1276 | Tétrachlorure de carbone (7) | sans objet |
| (7) | 1955 | Chloroalcanes C10-13 (8) | 1,4 |
| (8) | 1464 | Chlorfenvinphos | 0,3 |
| (9) | 1083 | Chlorpyrifos (éthylchlorpyri- fos) | 0,1 |
| (9 bis) | 5534 | Pesticides cyclodiènes : Aldrine (7) Dieldrine (7) Endrine (7) Isodrine (7) | sans objet |
| (9 ter) | 7146 | DDT total (7), (9) | sans objet |
| | 1148 | para-para-DDT (7) | sans objet |
| (10) | 1161 | 1,2-dichloroéthane | sans objet |
| (11) | 1168 | Dichlorométhane | sans objet |
| (12) | 6616 | Di(2-ethyl-hexyle)-phthalate (DEHP) | sans objet |
| (13) | 1177 | Diuron | 1,8 |
| (14) | 1743 | Endosulfan | 0,01 |
| (15) | 1191 | Fluoranthène | 0,12 |
| (16) | 1199 | Hexachlorobenzène | 0,05 |
| (17) | 1652 | Hexachlorobutadiène | 0,6 |
| (18) | 5537 | Hexachlorocyclohexane | 0,04 |
| (19) | 1208 | Isoproturon | 1,0 |

| | | | |
|----------|------|---|----------------------|
| (20) | 1382 | Plomb et ses composés | 14 |
| (21) | 1387 | Mercure et ses composés | 0,07 |
| (22) | 1517 | Naphtalène | 130 |
| (23) | 1386 | Nickel et ses composés | 34 |
| (24) | 1958 | Nonylphénols (4-nonylphénol) | 2,0 |
| (25) | 1959 | Octylphénols (4-(1,1',3,3'- tétraméthyl-butyl)-phénol) | sans objet |
| (26) | 1888 | Pentachlorobenzène | sans objet |
| (27) | 1235 | Pentachlorophénol | 1 |
| (28) | | Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) (11) 11 | sans objet |
| | 1115 | Benzo(a)pyrène | 0,27 |
| | 1116 | Benzo(b)fluoranthène | 0,017 |
| | 1117 | Benzo(k)fluoranthène | 0,017 |
| | 1118 | Benzo(g,h,i)pe-rylène | $8,2 \times 10^{-3}$ |
| | 1204 | Indeno(1,2,3- cd)-pyrène | sans objet |
| (29) | 1263 | Simazine | 4 |
| (29 bis) | 1272 | Tétrachloroéthylène (7) | sans objet |
| (29 ter) | 1286 | Trichloroéthylène (7) | sans objet |
| (30) | 2879 | Composés du tributylétain (tributylétain- cation) | 0,0015 |
| (31) | 1774 | Trichlorobenzène | sans objet |
| (32) | 1135 | Trichlorométhane | sans objet |
| (33) | 1289 | Trifluraline | sans objet |
| (34) | 1172 | Dicofol | sans objet (10) |
| (35) | 6561 | Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés (per fluorooctanesulfonate PFOS) | 36 |
| (36) | 2028 | Quinoxylène | 2,7 |
| (37) | 7707 | Dioxines et composés de type dioxine (15) | sans objet |
| (38) | 1688 | Aclonifène | 0,12 |
| (39) | 1119 | Bifénox | 0,04 |
| (40) | 1935 | Cybutryne | 0,016 |
| (41) | 1140 | Cyperméthrine | 6×10^{-4} |
| (42) | 1170 | Dichlorvos | 7×10^{-4} |
| (43) | 7128 | Hexabromocyclododécane (HBCDD) (16) | 0,5 |
| (44) | 7706 | Heptachlore et époxyde d'hep-tachlore | 3×10^{-4} |
| (45) | 1269 | Terbutryne | 0,34 |

(3) Les eaux de surface intérieures comprennent les rivières et les lacs et les masses d'eau artificielles ou fortement

(4) Ce paramètre est la norme de qualité environnementale exprimée en concentration maximale admissible (NQE-CMA). Lorsque les NQE-CMA sont indiquées comme étant « sans objet », les valeurs retenues pour les NQE-MA sont considérées comme assurant une protection contre les pics de pollution à court terme dans les rejets continus, dans la mesure où elles sont nettement inférieures à celles définies sur la base de la toxicité aiguë.

(6) Pour le cadmium et ses composés (n° 6), les valeurs retenues pour les NQE varient en fonction de la dureté de l'eau telle que définie suivant les cinq classes suivantes : classe 1 : $< 40 \text{ mg CaCO}_3/\text{l}$; classe 2 : $40 \text{ à } < 50 \text{ mg CaCO}_3/\text{l}$; classe 3 : $50 \text{ à } < 100 \text{ mg CaCO}_3/\text{l}$; classe 4 : $100 \text{ à } < 200 \text{ mg CaCO}_3/\text{l}$ et classe 5 : $\geq 200 \text{ mg CaCO}_3/\text{l}$.

(7) Cette substance n'est pas une substance prioritaire mais un des autres polluants pour lesquels les NQE sont identiques à celles définies dans la législation qui s'appliquait avant le 13 janvier 2009.

[illegible]